

Publié le 20 octobre 2017

## Transition énergétique et numérique : vers l'infini et au-delà

Les objectifs en matière d'installation de sites de production d'ENR en France sont élevés : la loi sur la transition énergétique en prévoit 32 % d'ici à 2030. Or, les ENR représentaient en 2015 à peine 17,4 % de la production électrique française. Les attentes en matière de haut-débit suivent la même perspective. Pourtant, ces objectifs glissent sur les collectivités et leurs Epl qui ont décidé d'aller bien au-delà, comme elles l'ont expliqué lors du l'atelier du Congrès du 11 octobre.



Quand la Nouvelle-Aquitaine fixe un objectif de diminution de 30 % de la consommation énergétique en 2021, ainsi que d'équité territoriale face au très haut débit, et que la métropole de Bordeaux souhaite devenir un territoire à énergie positive, il y a de quoi écarquiller les yeux. D'ailleurs, l'exemple de la Norvège, développé par **Audun Kolstad Wiig** de KS Bedrift (l'équivalent de la Fédération des Epl en Norvège), invité au débat, avec ses 95 % d'énergies renouvelables, laisse songeur.

Pourtant, de l'avis des autres participants, il n'en est rien. Les collectivités auraient même un rôle de catalyseur. Ainsi, **Cécile Magherini**, directrice des nouvelles énergies de la Compagnie du Rhône, indique qu'un projet d'EnR est avant tout un projet d'aménagement du territoire et doit se faire en coopération avec les territoires.

**Et le financement ?** À partir de ce constat, les Epl jouent un rôle central et ce, de plusieurs manières, à commencer par l'existence d'un lien fort avec les territoires. Si **Françoise Coutant**, vice-présidente du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine et présidente de la Sem **Artée**, souligne qu'il ne faut pas "impacter" le budget des ménages, **Anne Walryck**, vice-présidente de Bordeaux Métropole, propose de stimuler la demande d'énergies renouvelables grâce à une plateforme numérique afin de "*donner envie de passer à l'acte*".

Si une grande partie de la réponse réside dans la massification, ces nouveaux réseaux, tant énergétiques que digitaux, requièrent des outils de financements adaptés. **Gabrielle Gauthey**, directrice des investissements et de développement local, résume ainsi la vision de la Caisse des

dépôts : "on est prêt à prendre tous les risques qu'il faut". Le tout en coopérant avec les Epl qui, à l'image d'Artéé, propose des offres de **tiers financement**, afin de faciliter les projets qui n'auraient pas accès aux prêts bancaires.

Objectifs ambitieux, acteurs mobilisés et moyens financiers novateurs : la *check-list* pour des territoires plus connectés et durables semble être bien partie.

Photo : ©Stéphane Laure, [stlaure@gmail.com](mailto:stlaure@gmail.com)

Réécoutez l'interview d'**Anne Walryck** et de **Julien Berthier** (Bordeaux Métropole) sur **Radio immo**



Par Audrey GOURRAUD